



Face à l'environnement politico-économique malsain

La Sucrerie de Kiliba s'autofinance

L'ADG Yuma Biaba révèle les grands axes de son programme

La Sucrerie de Kiliba constitue l'une des plus importantes entreprises du Sud-Kivu, située dans la cité de Kiliba en zone d'Uvira.

Société d'économie mixte, avec 50% des parts sociales de l'Etat zaïrois et 50% des parts sociales de la société de droit belge dénommée SUCRAF, la Sucrerie de Kiliba a été fondée depuis l'année 1957. Elle compte aujourd'hui 36 ans d'existence.

En 36 années, cette unité de production de sucre de canne a connu des hauts et des bas, passant par les troubles de 1960, les rébellions de 1964 et de 1967, la zaïrianisation et la radicalisation de 1971, la rétrocession et, enfin, la crise économique qui secoue le Zaïre depuis plus de 10 ans.

Ces différents événements ont amené simultanément des changements statutaires de la société qui est passée successivement de la société anonyme belge, à sa création, à la société anonyme congolaise, après l'indépendance, à la société d'économie mixte en 1966, puis société d'Etat dans le cadre de l'Office national du sucre à la radicalisation, et, elle est redevenue société d'économie mixte en 1977 avec la rétrocession de 50 % de parts sociales aux actionnaires belges.

En 1987, la Sucrerie de Kiliba a bénéficié d'un important financement de la BAD, de la BDGEL et du gouvernement zaïrois. Lequel financement a permis la réhabilitation de son outil de production avec un objectif de production de 25.000 tonnes de sucre.

Avant la réhabilitation, la production de la Sucrerie de Kiliba était tombée jusqu'à 6.000 tonnes de sucre par an. Elle est remontée à 20.300 tonnes en 1988 et 21.500 tonnes en 1989, pour redescendre à 14.600 tonnes en 1990, 14.400 tonnes en 1991 et 11.700 tonnes en 1992. Les prévisions de production pour l'année 1993 sont de l'ordre de 8.000 tonnes de sucre.

Pourquoi cette situation catastrophique après un investissement aussi important que celui réalisé en 1987; pourquoi l'objectif de 25.000 tonnes de sucre n'a jamais été atteint et quelles sont les voies et moyens pour la relance de la production ? Telles sont les questions qui ont préoccupé le journal Jua à l'attention du public et auxquelles l'Administrateur directeur général apporte des réponses.

Jua : Pouvez-vous connaître la santé actuelle de la Sucrerie de Kiliba ?

Yuma : La Sucrerie de Kiliba est malade ; elle est victime de la conjoncture économique extrêmement difficile que traverse notre pays, le Zaïre, et connaît un fonctionnement irrégulier à cause du manque total d'investissements nouveaux, de l'insuffisance des pièces de rechange et d'intrants agricoles, et des problèmes de trésorerie.

Jua : Pourquoi autant de problèmes après la réhabilitation de l'outil de production en 1987 ?

Yuma : La réhabilitation a eu lieu en 1987, comme vous le dites si bien. Mon mandat à la Sucrerie de Kiliba commence en mars 1991, soit à la quatrième année de la réhabilitation. Il est toujours difficile de parler du passé lorsque l'on a été absent. Mais je crois, pour ma part, que l'échec de la réhabilitation résulte de facteurs endogènes et exogènes,

à la fois. Sur le plan interne, le programme de réhabilitation n'avait pas prévu une période de grâce d'au moins deux ans au cours de laquelle la Société devait fonctionner avec un stock stratégique de pièces de rechange et intrants agricoles. Cette lacune n'a pas permis de diminuer les coûts d'amortissement du matériel, entraînant par le fait même des dépenses de fonctionnement fort élevées dès les premières années de la réhabilitation. D'autre part, nous pouvons relever que les travaux agricoles après la campagne 1989 n'ont pas suivi le rythme de production à telle enseigne que la campagne qui suivait en 1990 en a subi les conséquences.

Sur le plan externe, les années qui ont suivi la réhabilitation de la Sucrerie de Kiliba ont été marquées par une inflation galopante avec la détérioration du tissu économique au niveau national. La baisse des exportations zaïroises liée aux difficultés de la

Gécamines, à la fraude des matières précieuses et à la chute des prix des produits agricoles a entraîné une baisse considérable des recettes en devises avec des répercussions sur l'économie. De même, l'instabilité politique observée depuis l'annonce du processus démocratique au 24 avril 1990 a occasionné une mauvaise gestion des finances publiques avec des déficits budgétaires financés par la planche à billets sans aucune contre partie.

Dans cet environnement politico-économique malsain, la banque centrale ne pouvait plus bénéficier de la confiance de bailleurs de fonds avec comme conséquence l'absence de financement des banques locales et le manque de crédit bancaire à long et à moyen terme. De ce fait, la Sucrerie de Kiliba s'est vu obligée de s'autofinancer pour couvrir les besoins des campagnes sucrières ultérieures en arrêtant ainsi tout programme de réinvestissement. Il en est résulté une augmentation des coûts de production avec un prix de revient trop élevé contre un prix de vente trop bas dépendant de la concurrence extérieure et du pouvoir d'achat de la population.

Tous ces facteurs ont donc contribué à la baisse de production à Kiliba et continuent à influencer considérablement les productions à venir.

Jua : Dans ces conditions, comment allez-vous rembourser les prêts BAD et BDGEL dont vous avez bénéficié en 1987 ?

Yuma : La question est pertinente. La Sucrerie de Kiliba a bénéficié des avantages de couverture du risque de change par le Gouvernement zaïrois. C'est dire que la dette en devises est remboursée par l'Etat zaïrois par l'intermédiaire de l'Office de gestion de la dette publique (OGEDP) ; la Sucrerie de Kiliba rembourse auprès de cette institution la dette en zaïres contractée à la date du financement. Cette facilité a réduit considérablement le poids de la dette de la société.

Jua : Avec un prix de vente inférieur à votre prix de revient, comment pouvez-vous équilibrer votre situation financière ?

Yuma : Il s'agit là d'une question fondamentale qui préoccupe toutes les industries sucrières, particulièrement en Afrique. La production du sucre, sur base

des méthodes actuelles, est très coûteuse et si l'on doit vendre en tenant compte du prix de revient, on est confronté, d'une part au pouvoir d'achat trop faible de la population avec le risque de connaître la mévente, d'autre part, à la concurrence du sucre importé dont le prix est plus bas que le sucre local. Le prix moyen du sucre importé est de 250 \$ la tonne alors que le prix du sucre de Kiliba est de 500 \$ la tonne.

Jua : Pourquoi le sucre importé coûte moins cher et comment faites-vous pour faire face à la concurrence ?

Yuma : En Europe, les entreprises sucrières reçoivent des subsides pour pouvoir maintenir le prix du sucre au niveau du pouvoir d'achat de la population. Dans d'autres pays comme aux Etats-Unis, on a abandonné la culture de la canne à sucre, on fabrique du sucre sur base des procédés de chimie alimentaire; ce qui réduit considérablement les coûts de production. Pour faire face à la concurrence, nous sommes obligés de vendre en dessous du prix de revient du sucre importé. En effet, en plus du prix d'achat du sucre importé, l'importateur est obligé de payer le transport ainsi que les différents droits et taxes à l'importation, ce qui ramène le prix du sucre importé à près de 600 \$ la tonne.

Jua : Avec 8.000 tonnes de sucre pour la campagne 1993, vous êtes loin de sortir de l'auberge. Allons-nous encore assister à la mise en congé technique des travailleurs ou y a-t-il un risque de fermeture de la Société ?

Yuma : L'expérience du congé technique n'a pas été concluante pour la société. Nous avons perdu beaucoup d'éléments de valeur au sein de notre personnel, nous avons enregistré beaucoup de vol et, sur le plan financier, nous n'avons pas réalisé un gain substantiel. Ce n'est donc pas une démarche à poursuivre. La fermeture d'une société de l'envergure de la Sucrerie de Kiliba est grave de conséquences. Nous avons près de 4.000 familles avec un hôpital de référence, une école jusqu'au niveau du secondaire, un investissement unique pour toute l'ancienne sous-région du Sud-Kivu dont l'impact sur les populations environnantes n'est plus à démontrer. La fermeture d'une telle société ne peut donc pas être envisagée.

Jua : C'est donc là une lourde responsabilité que vous portez sur le dos. Avez-vous une solution magique ?

Yuma : Mon mandat à la Sucrerie de Kiliba aura été l'une des plus dures expériences de ma vie mais il constitue également une très grande interpellation dans mes fonctions de Directeur général. J'ai toujours été lutté dans ma vie et je me dois de relever le défi en tant qu'original du Sud-Kivu.

Les travailleurs de la Sucrerie de Kiliba, qui ont placé toute leur confiance en ma personne, ne me pardonneront jamais de les conduire à la faillite de la Société. Y a-t-il une solution magique ? Je ne crois pas. Mais les solutions peuvent être trouvées tant sur le plan interne que sur le plan externe.

(Suite en page 13)

SUCRERIE DE KILIBA
SUCKI s.a.r.l.

BUKAVU-ZAIRE
B.P. 665

KINSHASA-ZAIRE
B.P. 2277

BUJUMBURA-BURUNDI
B.P. 1260

*La Direction Générale de la SUCRERIE DE KILIBA
ainsi que tout son personnel
sont heureux de vous présenter
les meilleurs vœux de bonheur,
de santé et de prospérité,
à l'occasion de la nouvelle année 1994.*

Yuma Biaba

Administrateur Directeur Général

Joseph Hermans

Administrateur Délégué